

Blagnac, le 24 mars 2020

M. Emmanuel MACRON
Président de la République
 Palais de l'Élysée
 55 rue du Faubourg St Honoré
 75008 PARIS



Objet :

Résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale - proposition de constitution d'un groupe de travail

Monsieur le Président de la République,

Au vu de l'actualité, je ne me réjouis pas d'avoir eu autant de clairvoyance, le 12 décembre dernier, lorsque j'ai défendu au Sénat le projet de résolution « Résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale »¹. Il n'a manqué que 16 voix pour que celui-ci soit adopté. J'ai toutefois eu la satisfaction de recevoir le soutien du groupe parlementaire LREM qui en a validé les analyses et orientations au travers des propos de mon collègue D. Théophile, Sénateur de Guadeloupe : « *Les risques pesant sur la sécurité alimentaire ne s'arrêtent pas aux frontières des pays défavorisés. La France, comme l'ensemble des pays industrialisés, est elle aussi directement concernée, malgré une production de denrées agricoles importante et supérieure à ses besoins. La réduction des surfaces agricoles, l'artificialisation des terres, la raréfaction des ressources hydriques, l'hyper-sophistication des chaînes d'approvisionnement et la dépendance extrême aux énergies fossiles, sont autant de facteurs qui rendent notre système alimentaire particulièrement vulnérable face aux menaces systémiques. La question du lien entre résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale mérite d'être pleinement prise en compte, eu égard à l'actualité. Le Gouvernement est globalement d'accord avec l'esprit et les orientations de cette proposition de résolution.* »

Monsieur le Président, nous sommes d'accord : « *Déléguer notre alimentation est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle* ». C'est pourquoi, sans prétendre ou suggérer une quelconque interférence avec la gestion de crise en cours, je vous propose, sur la base de mon projet de résolution et les riches travaux de recherche qui l'ont inspiré, la constitution d'un groupe de travail pluridisciplinaire, le plus rapidement possible.

Celui-ci, accompagné des moyens nécessaires, pourrait vous aider à poser les bases d'une résilience alimentaire territorialisée, articulée à l'ordre public, accompagnée par un « État stratège et localement facilitateur ». Cette résilience alimentaire pourrait être la première pierre posée, en passant par une large acculturation aux risques et une préparation des populations, dans l'édification d'une véritable résilience globale de la nation et qui pourrait répondre, en même temps, aux défis climatiques, énergétiques et de la biodiversité.

Utiliser ce sujet pour arriver à faire comprendre les sujets connexes, transformer ce choc en opportunité en mélangeant des mondes qui se parlent encore trop peu (Défense, Sécurité intérieure, Agriculture, Société civile, par exemple), c'est ce que je vous propose car de nombreuses personnes ressources sont d'ores et déjà prêtes à travailler, autour de Stéphane LINO, auteur du rapport² ci-joint récemment primé au Forum des Risques Majeurs, ancien Conseiller général de l'Aude et auditeur IHEDN, et de moi-même.

En espérant que vous serez sensible à ma proposition qui pourrait aider à préparer une « rupture pour l'après », je vous prie de recevoir, **Monsieur le Président de la République**, l'expression de ma très haute considération.

Françoise LABORDE

¹ <https://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppr18-588.html>

² <https://www.thebookedition.com/fr/resilience-alimentaire-et-securite-nationale-p-367243.html>

Françoise LABORDE

Sénatrice
 de la
 Haute-Garonne

Vice-présidente
 de la
 Commission Culture,
 Education et
 Communication

Vice-présidente
 de la
 délégation
 aux droits des
 femmes